



Candela Invest

CANDELA INVEST
THE CRESCENT
ROUTE DE LENNIK 451/32 – LENNIKSEBAAN 451/32
BRUXELLES 1070 BRUSSEL
BE 0810 604 650

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

AU 30 JUIN 2018



ATTESTATION

Le conseil d'administration de CANDELA INVEST, représenté par Monsieur Cyril JOSSET, atteste que, à sa connaissance :

- les états financiers résumés, établis conformément aux normes comptables belges, donne une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et des résultats de CANDELA INVEST et de l'entreprise comprise dans la consolidation, i.e. VLUX,
- le présent rapport de gestion intermédiaire contient un exposé fidèle des événements importants qui ont eu lieu pendant les six premiers mois de l'exercice et leur incidence sur les états financiers, ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elle est confrontée.

BRUXELLES le 26 octobre 2018

Cyril JOSSET
Administrateur Délégué



RAPPORT DE GESTION INTERMÉDIAIRE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION RELATIF AU 1^{ER} SEMESTRE 2018

INFORMATION RÉGLEMENTÉE

Mesdames,
Messieurs,

Le conseil d'administration a l'honneur de vous présenter son rapport de gestion intermédiaire relatif au 1^{er} semestre 2018.

Les résultats présentés respectent les modes de comptabilisation et les critères d'évaluation prévus par la réglementation en vigueur. Le rapport de gestion intermédiaire contient un exposé fidèle des informations exigées en vertu des § 5 et 6 de l'art 13 de l'A.R. du 14 novembre 2007 relatif aux obligations des émetteurs d'instruments financiers admis à la négociation sur un marché réglementé, tel que modifié par l'arrêté royal du 26 mars 2014 assurant la transposition partielle de la Directive 2013/50/UE ainsi que de l'art 5.2.3 de la circulaire FSMA/2012_1 du 11 janvier 2012 relative aux obligations incombant aux émetteurs cotés sur un marché réglementé, telles que l'ensemble de ces règles ont été rendues applicable à la Société en vertu de l'article 4 de l'A.R. du 28 août 2008 fixant les règles complémentaires applicables à certains systèmes multilatéraux de négociation tels qu'Euronext Growth.



1. PRÉSENTATION DE CANDELA INVEST

Constituée le 17 mars 2009, CANDELA INVEST est une société holding ayant pour principal objectif l'acquisition, la gestion active et la cession de participations à fort potentiel.

En août 2015, CANDELA INVEST a acquis 100% du capital de VLUX, une société active dans le secteur de l'éclairage public et industriel et, principalement, dans la production de luminaires étanches. Depuis cette acquisition, l'actif principal de CANDELA INVEST consiste en sa participation dans le capital de VLUX.

1.1 Politique d'investissement et stratégie

CANDELA INVEST a acquis auprès de SEDAINÉ BENELUX, le 10 août 2015, au prix de €10.000.000, la totalité du capital de VLUX. Depuis le 10 août 2015, l'actif principal de CANDELA INVEST est donc sa participation dans VLUX.

Le conseil d'administration attire l'attention du lecteur sur le fait que l'acquisition de VLUX entraîne non seulement un changement de politique d'investissement mais surtout un changement du *business model*. Celui-ci est désormais essentiellement centré sur l'acquisition, la gestion active et la cession de participations à fort potentiel et non plus seulement sur la détention passive et non rémunérée de participations minoritaires, certes cotées mais, en réalité, fort peu liquides.

Par ailleurs, le conseil d'administration attire aussi l'attention du lecteur sur le fait que, à la suite de la prise de participation dans VLUX, le conseil d'administration a approché plusieurs cibles potentielles dans le secteur de l'éclairage afin de leur proposer un projet de consolidation du secteur de l'éclairage au niveau européen autour de CANDELA INVEST. Bien que les discussions se poursuivent, le conseil d'administration est toutefois forcé de constater que, pour le moment, aucune opération n'a encore abouti.

Dans ces conditions, le conseil d'administration de CANDELA INVEST a décidé d'élargir sa politique d'investissement, d'une part, à des acquisitions dans de nouveaux secteurs et, d'autre part, à des opérations opportunistes. A cet égard, CANDELA INVEST est, dès à présent, en phase active d'investigation afin d'identifier de telles cibles. Cette investigation vise tout particulièrement des cibles dans le domaine de l'exploitation minière.

En ce qui concerne le secteur de l'exploitation minière évoquée supra, CANDELA INVEST examine, en ce moment, plusieurs dossiers aurifères dans divers pays d'Afrique. Aucun dossier n'a encore abouti mais CANDELA INVEST est disposée à investir dans ce secteur à forte rentabilité un montant susceptible d'atteindre €3 millions.

En ce qui concerne les opérations opportunistes évoquées supra, CANDELA INVEST a prêté la somme de €2,5 millions à la société de droit néerlandais INTERNET JET au taux de 7,5% par an. En outre, CANDELA INVEST percevra, au titre de frais administratifs, une somme de €112 500 par an. La durée du prêt est de 2 ans, durée



susceptible d'être portée, d'un commun accord, à 3 ans. En garantie, CANDELA INVEST a pris une hypothèque de premier rang sur un jet FALCON dont la valeur de marché est de l'ordre du double du montant prêté à INTERNET JET. CANDELA INVEST a pu se refinancer pour la somme prêtée auprès de son actionnaire de référence au taux de 1% par an.

Par ailleurs, CANDELA INVEST détient encore quelques participations cotées sur le EURONEXT ACCESS acquises dans le cadre de la politique d'investissement de la précédente équipe dirigeante.

1.2 Les participations minoritaires de CANDELA INVEST

-U&I LEARNING, TEAM KALORIK et EMD MUSIC : dans le cadre d'un protocole d'accord conclu par SEDAINÉ BENELUX, son actionnaire de référence, avec un tiers, CANDELA INVEST bénéficie d'un engagement lui permettant d'obtenir le rachat de ces 3 participations pour une somme totale de €505.742, alors que lesdites participations sont comptabilisées pour une somme totale de €92.000. Toutefois, ledit tiers conteste la validité de l'engagement qu'il a pris.

Le mode de valorisation de ces trois participations n'a pas été modifié par rapport à celui retenu dans les comptes annuels 2016 qui, elle-même était identique à celui des exercices précédents.

-TEAM KALORIK : la société a fait aveu de faillite le 5 février 2018. Dans ces conditions, le conseil d'administration estime qu'une réduction de valeur à zéro est justifiée.

-PHOTONIKE CAPITAL : le conseil d'administration de CANDELA INVEST a jadis décidé, après avoir procédé à une analyse et à une investigation détaillée, de comptabiliser une réduction de valeur de €481.826 sur la participation que détient CANDELA INVEST dans PHOTONIKE CAPITAL, afin de ramener la valeur comptable de cette participation à zéro. En effet, le conseil d'administration avait constaté que PHOTONIKE CAPITAL ne fournissait au marché et à ses actionnaires que des informations très insuffisantes et partielles et, qu'en outre, elle n'avait pas de revenus et faisait des pertes. Le conseil d'administration a bien tenté de céder cette participation mais a constaté que, faute de transactions, il était impossible de négocier des actions PHOTONIKE CAPITAL sur le marché. Dans un tel contexte, et suivant en cela une politique de valorisation prudente, le conseil d'administration a estimé devoir comptabiliser une telle réduction de valeur.

Bien que les informations communiquées au marché et à ses actionnaires soient toujours aussi insuffisantes et partielles, il apparaît qu'en mai 2016 PHOTONIKE CAPITAL a procédé à une augmentation de capital en nature par un apport d'actif à hauteur de €67.000.000, dans des conditions qui ne sont pas clairement définies et peu transparentes et dont CANDELA INVEST, pourtant actionnaire, n'a pas été informée. Le conseil d'administration constate que plus aucune transaction boursière n'a eu lieu sur les titres PHOTONIKE CAPITAL depuis le mois d'octobre 2014, excepté 600 actions en juin 2017.



Dans un tel contexte, et en l'absence de tout élément nouveau depuis la rédaction du rapport annuel 2016, le conseil d'administration maintient son attitude prudente et décide, nonobstant l'augmentation de capital intervenue, de ne pas acter de reprise de réduction de valeur sur cette participation. A cet égard, il convient de noter que, à ce jour, PHOTONIKE CAPITAL n'a toujours pas déposé ses comptes annuels 2016 à la BNB et cela en infraction avec la réglementation en vigueur.

-PIGCELL : le Conseil d'Administration n'est pas non plus parvenu à obtenir des informations suffisantes sur la situation et la marche des affaires de la Société. Dès lors, le conseil d'administration a maintenu la réduction de valeur à zéro précédemment comptabilisée.

1.3 Capital et actionariat de CANDELA INVEST

Au 30 juin 2018, le capital social de CANDELA INVEST s'élevait à €5 119 352,82 et était constitué par 1 076 363 actions ordinaires dématérialisées.

Au 30 juin 2018, le principal actionnaire de CANDELA INVEST était SEDAINÉ BENELUX, détenant 92% du capital.

1.4 Politique de distribution de dividendes

Le conseil d'administration est désormais fortement attaché à une politique de distribution de dividendes en croissance régulière, conférant à l'action CANDELA INVEST un rendement élevé.

En 2016, la rémunération des actionnaires s'est élevée à €0,50 par action CANDELA INVEST regroupée.

En 2017, la rémunération des actionnaires s'est élevée à €0,55 par action CANDELA INVEST, en hausse de 10% par rapport à 2016.

En 2018, la rémunération des actionnaires s'élèvera à €0,605 par action CANDELA INVEST, en hausse de 10% par rapport à 2017.

1.5 Gouvernance d'entreprise

CANDELA INVEST a pour objectif de mettre en œuvre les bonnes pratiques en matière de gouvernance d'entreprise, avec pour référence le Code belge de gouvernance d'entreprise 2009 :

<http://www.corporategovernancecommittee.be/sites/default/files/generated/files/page/corporategovfrcode2009.pdf>

Pour mémoire, la gouvernance d'entreprise, recouvre un ensemble de règles et de comportements qui déterminent comment les sociétés sont gérées et contrôlées. Une



bonne gouvernance d'entreprise atteindra son objectif en établissant un équilibre adéquat entre le leadership, l'esprit d'entreprise et la performance, d'une part, et le contrôle ainsi que la conformité à ces règles, d'autre part. La bonne gouvernance doit être intégrée dans les valeurs de l'entreprise. Elle fournit des mécanismes destinés à assurer le leadership, l'intégrité et la transparence dans le processus de prise de décisions. Elle doit aider à fixer les objectifs de la société, les moyens de les atteindre et la façon d'évaluer les performances. Ces objectifs doivent être conformes aux intérêts de la société, de ses actionnaires ainsi que des autres parties prenantes. La gouvernance d'entreprise exige également un contrôle, à savoir l'évaluation effective des performances, la gestion attentive des risques potentiels et une supervision appropriée de la conformité aux procédures et processus agréés. Il s'agit surtout de vérifier le fonctionnement effectif des systèmes de contrôle, la gestion des conflits d'intérêts potentiels et la mise en œuvre de contrôles suffisants destinés à éviter tout abus de pouvoir.

Le Code belge de gouvernance d'entreprise s'adresse aux sociétés belges dont les actions sont négociées sur un marché réglementé. Bien que CANDELA INVEST ne soit pas cotée sur un tel marché, le Conseil d'Administration a décidé de mettre en œuvre ledit Code.

Toutefois, certaines dispositions du Code ne sont que difficilement applicables, ou même sans objet, notamment en raison de la taille de la Société, la nature de ses activités, son mode de fonctionnement et la composition de son actionariat. De telles dérogations ne remettent nullement en cause la pleine adhésion de CANDELA INVEST aux principes définies par le Code, en conservant sans cesse à l'esprit les pratiques de bonne gouvernance et l'intérêt social.

LES NEUF PRINCIPES DU CODE BELGE DE GOUVERNANCE D'ENTREPRISE

Principe 1. La société adopte une structure claire de gouvernance d'entreprise.

Les fonctions d'Administrateur Délégué et de Président du Conseil d'Administration sont aujourd'hui occupées par un même Administrateur, en raison de la taille de la Société.

En pratique, l'Administrateur Délégué se charge de la gestion journalière de CANDELA INVEST tandis que le Président du Conseil d'Administration a la responsabilité de la conduite du Conseil d'Administration.

Le Conseil d'Administration détermine les orientations et les valeurs, la stratégie et les politiques clés de la Société. Il examine et approuve, préalablement à leur mise en œuvre, les opérations significatives de la Société, et notamment ses orientations stratégiques, les acquisitions et cessions de participations financières et d'actifs significatives susceptibles de modifier la structure et la situation financière de la Société. Il décide du niveau de risque que la Société accepte de prendre.

Le Conseil d'administration vise le succès à long terme de la Société en permettant l'évaluation et la gestion des risques.



Le Conseil d'administration se réunit chaque fois que l'intérêt de la Société l'exige notamment au moment de l'établissement des comptes, tant annuels que semestriels, de la préparation des communiqués de presse ainsi qu'au moment des décisions stratégiques.

Le Conseil d'Administration est tenu régulièrement informé de l'activité de la Société et des sociétés filiales tant au point de vue de la trésorerie, du budget, de l'avancement des chantiers que de problèmes ponctuels.

Principe 2. La société se dote d'un Conseil d'Administration effectif et efficace qui prend des décisions dans l'intérêt social.

Le Conseil d'Administration ne compte actuellement qu'un seul Administrateur Indépendant en raison de sa taille restreinte. En revanche, plus de la moitié de ses membres n'ont pas de rôle exécutif.

En tout temps, le Conseil d'Administration permet à chaque membre de s'exprimer librement sur chaque point à l'ordre du jour. Les décisions sont, dans la mesure du possible, prises de manière collégiale, dans l'intérêt social. Les décisions sont toujours prises à la majorité des voix émises par les membres du conseil d'administration. En cas d'égalité des voix, celle du Président est prépondérante.

Les membres du conseil d'administration empêchés d'assister à une réunion peuvent se faire représenter par un autre membre du conseil d'administration, conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Après chaque réunion, les délibérations sont constatées par des procès-verbaux signés par le Président du conseil d'administration et par les membres qui ont pris part à la délibération. Les procès-verbaux résument les discussions, précisent les décisions prises et indiquent, le cas échéant, les réserves émises par les Administrateurs. La Société est valablement représentée vis-à-vis des tiers par la signature de l'Administrateur Délégué ou la signature de deux Administrateurs.

Principe 3. Tous les administrateurs font preuve d'intégrité et d'engagement.

Dans les prises de décision, l'indépendance de jugement est requise de tous les Administrateurs, qu'ils soient exécutifs ou pas et, pour les Administrateurs exécutifs, qu'ils soient indépendants ou pas.

Les Administrateurs ne peuvent pas utiliser l'information reçue en leur qualité d'Administrateur à des fins autres que l'exercice de leur mandat.

Chaque Administrateur doit organiser ses affaires personnelles et professionnelles de manière à éviter les conflits d'intérêt avec la Société. Les transactions entre la Société et ses Administrateurs doivent être conclues à des conditions de marché.

Principe 4. La société instaure une procédure rigoureuse et transparente pour la nomination et l'évaluation du conseil d'administration et des membres.

Les compétences du comité de nomination sont transférées au conseil d'administration, en raison de la taille de la Société.



A ce titre, pour toute nouvelle nomination, le conseil d'administration évalue les compétences de l'administrateur pressenti, tout en tenant compte de la structure de l'actionnariat. Le conseil d'administration s'assure qu'une fois nommé, le nouvel administrateur reçoit une formation initiale adéquate.

Principe 5. Le conseil d'administration constitue des comités spécialisés.

Les compétences des comités spécialisés, notamment le comité de nomination et le comité de rémunération, sont transférées au conseil d'administration, en raison de la taille de la Société.

A cet égard, il est rappelé que les sociétés cotées doivent, conformément au Code des sociétés, instituer en leur sein un comité d'audit, dont les compétences sont fixées par la loi.

Cependant, les sociétés qui ne dépassent pas deux des trois des critères fixés par la loi n'ont pas l'obligation de constituer un comité d'audit spécifique. Tel est le cas de CANDELA INVEST, qui n'excède aucune des trois limites légales.

CANDELAINVEST n'a pas estimé utile, au regard de sa taille, de constituer un comité d'audit distinct.

En conséquence, les missions du comité d'audit sont, conformément à la dérogation légale, exercés collectivement par le conseil d'administration.

Dès lors que le Président du conseil d'administration est un administrateur exécutif, en l'occurrence l'Administrateur Délégué, la présidence du comité d'audit est confiée à un Administrateur Indépendant.

Principe 6. La société définit une structure claire de management exécutif.

La structure de management exécutif est claire : le management exécutif est exercé par l'administrateur délégué.

Principe 7. La société rémunère les administrateurs et managers exécutifs de manière équitable et responsable.

Les administrateurs ne sont pas rémunérés mais peuvent bénéficier du remboursement de leurs frais et se voir attribuer des bons de souscription d'actions CANDELA INVEST.

Principe 8. La société engage avec les actionnaires existants et potentiels un dialogue basé sur la compréhension mutuelle des objectifs et des attentes.

CANDELA INVEST communique de façon récurrente avec ses actionnaires par le biais de la presse et de son site Internet.



La société réserve le meilleur accueil à toutes les demandes d'informations en s'efforçant d'y donner suite dans la transparence et en veillant à l'égalité de traitement entre actionnaires et vis-à-vis du public.

A cet égard, le conseil d'administration veille à ce que l'actionnaire de référence use judicieusement de sa position et respecte les droits et les intérêts des actionnaires minoritaires.

Principe 9. La société assure une publication adéquate de sa gouvernance d'entreprise.

CANDELA INVEST donnera une large publicité aux principes de gouvernance d'entreprise qu'elle met en œuvre.

1.6 Périmètre de consolidation

Le périmètre de consolidation englobe les sociétés suivantes qui sont intégrées par consolidation globale:

- CANDELA INVEST (société consolidante)
- VLUX

1.7 Règles d'évaluation statutaire et consolidée

Les règles d'évaluation, tant statutaire que consolidée, retenues par la Société pour l'arrêté des comptes semestriels sont celles prévues par les normes comptables belges.

Les états financiers sont établis conformément aux lois et arrêtés comptables en vigueur en Belgique et ne comprennent que des éléments en euros.

RÈGLES D'ÉVALUATION STATUTAIRE

À noter que CANDELA INVEST n'a comptabilisé aucun amortissement dans les comptes statutaires au cours de l'exercice écoulé.

a. Principes généraux

Les règles d'évaluation sont établies conformément à l'arrêté royal du 30 janvier 2001 portant exécution du code des sociétés.

b. Règles particulières

Frais d'établissement : les frais d'établissement sont portés à l'actif et amortis de façon linéaire à 20% l'an.

Immobilisations incorporelles : il n'y a pas de frais de recherche et développement.



Immobilisations corporelles : les immobilisations corporelles n'ont pas été réévaluées durant l'exercice.

Immobilisations financières : les titres cotés sont évalués à leur valeur d'acquisition ou au cours de bourse du dernier jour de l'exercice comptable concerné si celui-ci est inférieur au prix d'acquisition. Les titres non cotés sont évalués à leur valeur d'acquisition sauf si, après analyse, le conseil d'administration estime qu'il y a lieu de comptabiliser une réduction de valeur. Les titres cotés pour lesquels il n'y a pas eu, au cours de l'exercice considéré, de cotation régulière, c'est-à-dire au moins une fois par mois, sont assimilés à des titres non cotés pour leur évaluation.

Placements de trésorerie : les règles d'évaluation sont identiques aux immobilisations financières.

Dettes : les dettes sont comptabilisées à leur valeur nominale.

Devises : les avoirs, dettes et engagements composant le bilan sont uniquement libellés en euro.

RÈGLES D'ÉVALUATION CONSOLIDÉE

a. Principes généraux

Relevé des critères d'importance significative ayant présidé à l'évaluation des différents postes des comptes consolidés, notamment les critères relatifs aux constitutions et aux ajustements d'amortissements, de réductions de valeur et de provisions pour risques et charges ainsi qu'aux réévaluations (en vertu de l'article 165 de l'arrêté royal du 30 janvier 2001 portant exécution du Code des sociétés) aux bases de conversion pour les montants qui sont ou qui, à l'origine, étaient exprimés dans une devise différente de celle dans laquelle les comptes consolidés sont libellés et pour les états comptables des filiales et des sociétés associées de droit étranger (en vertu de l'article 165, VI.b. de l'arrêté royal précité).

b. Règles particulières

Frais d'établissement : les frais d'établissement sont évalués à la valeur d'acquisition; les frais de restructuration et de recherche et développement, autres que ceux acquis de tiers, sont évalués à leur coût de revient. Les frais d'établissement et d'augmentation de capital sont amortis linéairement sur une période de 5 ans.

Écarts de consolidation : les écarts de consolidation sont constitués des disparités, non affectées à des rubriques actives et passives, entre d'une part, la quote-part dans les fonds propres des sociétés consolidées, et d'autre part, la valeur d'inventaire de ces participations. Les écarts positifs sont isolés à l'actif du bilan, rubrique III "écarts de consolidation" et les écarts négatifs au passif du bilan rubrique V "écarts de consolidation". Les écarts de consolidation sont amortis sur 20 ans. Ces amortissements sont enregistrés parmi les charges financières de l'exercice.



Immobilisations incorporelles : les immobilisations incorporelles sont portées à l'actif du bilan à leur prix d'acquisition, de revient ou d'apport. Le taux d'amortissement appliqué est de 20% linéaire.

Immobilisations corporelles : les immobilisations corporelles sont portées à l'actif du bilan à leur prix d'acquisition, de revient ou d'apport. Les frais accessoires sont pris en charge aux cours de l'exercice. Toutes les immobilisations corporelles sont amorties linéairement. Par catégorie d'immobilisations corporelles, les taux d'amortissement appliqués sont les suivants :

- Bâtiments industriels, administratifs ou commerciaux : 5%
- Installations, machines et outillage : de 10 à 20%
- Matériel de bureau et mobilier : de 10 à 33,33%
- Matériel roulant : de 10 à 20%

Immobilisations financières : les titres cotés sont évalués à leur valeur d'acquisition ou au cours de bourse du dernier jour de l'exercice si celui-ci est inférieur au prix d'acquisition. Les titres non cotés sont évalués à leur valeur d'acquisition sauf si, après analyse, le conseil d'administration estime qu'il y a lieu d'acter une réduction de valeur. Les titres cotés pour lesquels il n'y a pas eu, au cours de l'exercice considéré, de cotation régulière, c'est-à-dire au moins une fois par mois, sont assimilés à des titres non cotés pour leur évaluation.

L'ensemble des titres repris sous cette rubrique est libellé en euro.

Placements de trésorerie et valeurs disponibles : les règles d'évaluation sont identiques à celles des immobilisations financières et ce poste est composé uniquement de valeurs libellées en euro.

Provision pour risques et charges : chaque année, le conseil d'administration évalue avec prudence, sincérité et bonne foi les provisions nécessaires. Ces provisions sont individualisées en fonction de la nature des risques et charges de même nature qu'elles sont appelées à couvrir. Elles ne sont pas maintenues dans la mesure où elles excèdent en fin d'exercice une appréciation actuelle des charges et risques en considération desquels elles ont été constituées.

Dettes : les dettes sont comptabilisées à leur valeur nominale.

Réévaluation : les immobilisations corporelles et les participations et actions, qui sont reprises sous les immobilisations financières, ne font pas l'objet de réévaluation durant l'exercice.

Devises étrangères : les créances et les dettes en devises étrangères sont portées en compte au cours en vigueur lors de leur création. Les créances et les dettes exprimées en devise étrangère sont converties à la fin de l'exercice au taux de clôture sauf si celles-ci sont garanties spécifiquement. Les écarts de conversion qui en découlent sont imputés au compte de résultats si le calcul par monnaie donne lieu à un écart négatif et ils sont repris sur les comptes de régularisation du passif si le calcul par monnaie donne lieu à un écart positif.



Si l'application d'une ou de plusieurs règles d'évaluation énoncées ci-après ne se justifiait plus, des modifications seraient apportées, avec mention dans l'annexe aux comptes annuels, des raisons de ces modifications et de leur incidence sur les comptes.

Recherche et développement : au cours du 1^{er} semestre 2018, le conseil d'administration n'a pas autorisé l'activation de frais de recherche et de développement.

2. RAPPORT DE GESTION SUR LES COMPTES SEMESTRIELS STATUTAIRES

2.1 Commentaires sur les comptes semestriels statutaires de CANDELA INVEST

Les comptes semestriels de CANDELA INVEST ont été établis dans le respect des règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels telles qu'applicables en Belgique. Lesdits comptes semestriels donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et des résultats de CANDELA INVEST compte tenu du référentiel comptable utilisé et des exigences légales applicables.

2.1.1 Compte de résultats de CANDELA INVEST

Au cours du 1^{er} semestre 2018, le chiffre d'affaires s'est élevé à €150 000. Au cours du 1^{er} semestre 2017, le chiffre d'affaires s'était élevé à €186 573,65.

Au cours du 1^{er} semestre 2018, les charges d'exploitation se sont élevés à €56 615,78 de telle sorte que le résultat brut d'exploitation s'est élevé à €91 384,22. Au cours du 1^{er} semestre 2017, les charges d'exploitation s'étaient élevés à €166 553,56 de telle sorte que le résultat brut d'exploitation s'était élevé à €20 020,09.

Au cours du 1^{er} semestre 2018, les produits financiers se sont élevés à €151 443,49 et les charges financières à €12 591,83 de telle sorte que le résultat avant impôts, tout comme le résultat après impôts en l'absence de toute imposition, s'est élevé à € 230 235,88. Au cours du 1^{er} semestre 2017, les produits financiers s'étaient élevés à €503 800,00, correspondant au dividende perçu de VLUX, et les charges financières à €7 189,38 de telle sorte que le résultat avant impôts, tout comme le résultat après impôts en l'absence de toute imposition, s'était élevé à € 516 630,52.

2.1.2 Bilan de CANDELA INVEST

Au 30 juin 2018, les immobilisations financières s'élevaient à €10 150 034,34 dont €10 000 000 au titre de la participation majoritaire VLUX et le solde au titre des participations minoritaires.

Au 30 juin 2018, les capitaux propres après affectation du bénéfice s'élevaient à €5 950 855,90.



2.1.3 Faits marquants du semestre (CANDELA INVEST)

Il n'y a pas eu de fait marquant au cours du 1^{er} semestre 2018.

2.1.4 Informations relatives aux questions environnementales (CANDELA INVEST)

CANDELA INVEST n'est pas confrontée à des questions environnementales.

2.1.5 Informations relatives aux questions de personnel (CANDELA INVEST)

Au cours de l'exercice écoulé, CANDELA INVEST n'a employé aucun personnel.

2.1.6 Description des principaux risques et incertitudes (CANDELA INVEST)

Le principal risque de CANDELA INVEST est lié à sa participation dans VLUX.

A cet égard, le conseil d'administration attire l'attention du lecteur sur le fait que CANDELA INVEST est bien représentée dans VLUX. En effet, CANDELA INVEST a été nommée Gérant de VLUX en date du 26 juin 2015 et est actuellement représentée par son représentant permanent et Administrateur Délégué, Monsieur Cyril JOSSET.

L'analyse des risques liés aux activités de CANDELA INVEST a permis de mettre en évidence les principaux risques suivants:

1. Risque lié à la concentration des pouvoirs de vote au sein du conseil d'administration

Actuellement le conseil d'administration de CANDELA INVEST est composé de 3 membres : Madame Jane ONG, Monsieur Laurent MAES et Monsieur Cyril JOSSET

Madame Jane ONG et Monsieur Cyril JOSSET sont aussi les administrateurs et représentants légaux de SEDAINÉ BENELUX, l'actionnaire de référence de CANDELA INVEST. Dans ces conditions, le conseil d'administration de CANDELA INVEST a jugé nécessaire de nommer un administrateur indépendant en la personne de Monsieur Laurent MAES.

2. Risque lié à la liquidité

CANDELA INVEST s'assure de disposer, à tout moment, des moyens financiers suffisant pour faire face à ses remboursements de dettes ou à ses engagements financiers. Actuellement, la principale dette de CANDELA INVEST est l'emprunt obligataire zéro coupon convertible à droits de souscription, souscrit par son actionnaire de référence, SEDAINÉ BENELUX. L'attention du lecteur est toutefois



attirée sur le fait que CANDELA INVEST ne fait pas de provision pour le remboursement éventuel de l'emprunt obligataire souscrit par SEDAINE BENELUX.

3. Risque lié à la concentration des participations

CANDELA INVEST dispose d'un portefeuille de participations comprenant essentiellement VLUX, laquelle représente environ 98% de son portefeuille.

Cette concentration des risques sur une seule participation expose pleinement CANDELA INVEST aux risques auxquels VLUX est elle-même confrontée.

Pour des informations concernant les risques auxquels est confrontée VLUX voir III.1.6 Description des principaux risques et incertitudes auxquels VLUX est confrontée.

4. Risque de contrepartie

Le risque de contrepartie est principalement lié aux opérations avec les banques et les intermédiaires financiers.

5. Risque lié au non-respect de la réglementation et de la législation

L'évolution de la législation et des réglementations (y inclus les aspects fiscaux), et/ou le non-respect par CANDELA INVEST de celles-ci, pourraient avoir un impact sur la rentabilité de CANDELA INVEST et sur son image.

Au cours de l'exercice précédent, l'attention du conseil d'administration s'est principalement portée sur les aspects opérationnels de CANDELA INVEST et cela afin de permettre à CANDELA INVEST de faire évoluer son business model et éviter la récurrence des pertes annuelles et, partant, ses évidentes conséquences.

Au cours de l'exercice écoulé, le conseil d'administration a porté son attention sur la mise en place de procédures comptables plus efficaces afin d'être en mesure de fournir aux actionnaires des informations de qualité dans les meilleurs délais.

6. Risque lié au marché

CANDELA INVEST a environ 2% de son portefeuille investi en actions de sociétés cotées sur EURONEXT ACCESS et EURONEXT GROWTH. Il existe un risque lié aux activités de marché et un risque lié au cours des actions cotées et à la volatilité desdits cours.

7. Risque lié au à la non implémentation de la nouvelle politique d'investissement



Le conseil d'administration attire aussi l'attention du lecteur sur les incertitudes liées à l'implémentation de la nouvelle politique d'investissement envisagée par CANDELA INVEST.

Ces incertitudes concernent :

- la possibilité de finaliser de telles acquisitions : en effet, si les acquisitions envisagées ne sont pas réalisées la croissance de CANDELA INVEST pourrait en être affectée ;
- les performances financières de telles acquisitions : en effet, la croissance ainsi que la rentabilité de CANDELA INVEST en tant que holding est étroitement liée à celle de ses participations ;
- la structure de financement de ces acquisitions : en effet, CANDELA INVEST afin de finaliser les acquisitions envisagées entend recourir à plusieurs sources de financement et principalement :
 - o au financement de la part de son actionnaire de référence SEDAINÉ BENELUX,
 - o au crédit bancaire et,
 - o à des prêts privés.

CANDELA INVEST ne peut présumer des conditions de ces financements, ni même si elle sera en mesure d'obtenir de tels financements.

2.2 Événements importants survenus après le 30 juin 2018 (CANDELA INVEST)

Aucun événement important n'est survenu après le 30 juin 2018.

2.3 Circonstances susceptibles d'avoir une incidence notable sur le développement (CANDELA INVEST)

A l'exception des circonstances mentionnées aux chapitres et sections précédents, principalement à la section 2.1.6 il ne semble pas y avoir de circonstances susceptibles d'avoir une influence notable sur le développement de CANDELA INVEST.

2.4 Indications relatives aux activités en matière de recherche et de développement (CANDELA INVEST)

CANDELA INVEST n'a pas d'activité en matière de recherche et de développement.

2.5 Indications relatives à l'existence de succursales (CANDELA INVEST)

CANDELA INVEST n'a pas de succursale.

2.6 Justification de l'application des règles comptables de continuité (CANDELA INVEST)

Au 30 juin 2018, CANDELA INVEST n'était pas dans la situation visée par l'article 633 du Code des sociétés puisque CANDELA INVEST n'a pas enregistré de pertes ayant amené son actif net à être réduit à un montant inférieur à la moitié du capital social.



2.7 Informations à insérer en vertu du Code des sociétés (CANDELA INVEST)

2.7.1 Opposition d'intérêts de nature patrimoniale (art. 523 du Code des sociétés)

Au cours du 1^{er} semestre 2018, il n'y a pas eu d'opposition d'intérêts de nature patrimoniale.

2.7.2 Recours au capital autorisé (art. 608 du Code des sociétés)

Au cours du 1^{er} semestre 2018, le conseil d'administration n'a pas eu recours au capital autorisé. Toutefois, l'assemblée générale du 29 juillet 2016 a renouvelé l'autorisation donnée au conseil d'administration d'augmenter le capital social de CANDELA INVEST, en une ou plusieurs fois, à concurrence d'un montant maximum de €150 000 000, pour une durée maximale de 5 ans, à compter du 31 août 2016 (date de la publication aux Annexes du Moniteur belge de la résolution de l'assemblée générale du 29 juillet 2016).

2.8 Utilisation des instruments financiers (CANDELA INVEST)

Le 15 août 2015, CANDELA INVEST a émis 5.000 obligations convertibles zéro coupon à droits de souscription, d'une valeur nominale de €1.000 par obligation. L'intégralité de ces obligations a été souscrite par SEDAINÉ BENELUX. A l'origine, chaque obligation pouvait être convertie en 10.000 actions nouvelles CANDELA INVEST pendant une durée de 5 ans et chaque droit de souscription permettait de souscrire 10.000 actions CANDELA INVEST au prix d'exercice de €0,10 par action jusqu'au 3 juillet 2020. Compte tenu du « *reverse split* » intervenu en 2016, dans la proportion d'une action nouvelle pour 50 actions anciennes, les parités ont été ajustées en conséquence et, désormais, chaque obligation d'une valeur nominale de €1.000 peut être convertie en 200 actions nouvelles CANDELA INVEST et chaque droit de souscription permet de souscrire 200 actions nouvelles CANDELA INVEST au prix d'exercice de €5 par action.

Les fonds levés par l'émission des obligations a permis à CANDELA INVEST de financer l'acquisition de 458 parts sociales de VLUX, pour le prix de €5.000.000 et représentant 50% du capital social de cette dernière.

Par ailleurs le 15 août 2015, CANDELA INVEST a émis 200 droits de souscription de plus dont :

1. 100 au profit des obligataires ayant apporté leurs obligations au capital de CANDELA INVEST lesquels donnent au détenteur du droit de souscription le droit de souscrire à respectivement 10.000 actions nouvelles de CANDELA INVEST au prix de €0.15 par action et ce pendant une durée de 2 ans à compter de l'émission soit jusqu'au 3 juillet 2017. A cette date ultime d'exercice, aucun droit de souscription n'avait été exercé.
2. 100 au profit du conseil d'administration de CANDELA INVEST lesquels donnent au détenteur du droit de souscription le droit de souscrire à respectivement 10.000 actions nouvelles de CANDELA INVEST au prix de €0.10 par action et ce pendant une durée de 5 ans à compter de l'émission soit jusqu'au 3 juillet 2020.



Compte tenu du « reverse split » intervenu en 2016 (cf. *supra*), chaque droit de souscription permet de souscrire 200 actions nouvelles CANDELA INVEST au prix d'exercice de €5 par action.

2.9 Évolution prévisible et perspective d'avenir (CANDELA INVEST)

Comme indiqué précédemment, CANDELA INVEST examine activement plusieurs opportunités d'investissement sans toutefois être en mesure, à ce jour, de préjuger de leur aboutissement.

2.10 Éléments susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique d'acquisition

Conformément à l'article 34 de l'arrêté royal du 14 novembre 2007 relatif aux obligations des émetteurs d'instruments financiers admis à la négociation sur un marché réglementé, applicable aux sociétés dont les titres sont admis à la négociation sur le marché EURONEXT GROWTH en vertu de l'arrêté royal du 21 août 2008, CANDELA INVEST expose les éléments suivants susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique d'acquisition :

Les statuts de CANDELA INVEST contiennent certaines dispositions qui peuvent empêcher des transactions impliquant un changement de contrôle et ayant une influence sur le cours des actions de CANDELA INVEST, en l'occurrence la faculté donnée au conseil d'administration de procéder à une augmentation de capital dans le cadre du capital autorisé en cas d'offre publique d'acquisition comme décrit ci-dessous.

L'assemblée générale du 29 juillet 2016 a décidé d'autoriser le conseil d'administration, pour une durée maximale de 3 ans à compter de la publication aux Annexes du Moniteur belge de cette décision, à augmenter le capital social en espèces avec limitation ou suppression du droit de préférence des actionnaires, et ce dans le respect des conditions légales, en cas d'offre publique d'acquisition après réception par CANDELA INVEST de la communication visée à l'article 607 du Code des sociétés. Ces augmentations de capital réalisées par le conseil d'administration s'imputent sur le capital social restant autorisé. A cette occasion, l'assemblée générale a décidé de renouveler le capital autorisé pour une durée de 5 ans, à compter de la publication aux Annexes du Moniteur belge de cette décision, à concurrence de €150 000 000.

En outre, cette même assemblée a décidé d'autoriser le conseil d'administration, pour une période de 5 ans à compter de cette décision, à acquérir et aliéner des actions de CANDELA INVEST à concurrence d'un maximum de 20% du nombre d'actions représentant le capital de CANDELA INVEST, moyennant une contre-valeur qui ne pourra être inférieure de plus de 10% au cours le plus bas des 12 derniers mois précédent l'opération ni supérieure de plus de 10% au cours le plus haut des 12 derniers mois précédent l'opération, dans le respect des conditions prévues à l'article 620 du Code des sociétés.



L'assemblée a enfin décidé qu'aucune décision préalable de l'assemblée générale n'est requise lorsque l'acquisition de ses propres actions ou parts bénéficiaires est nécessaire pour éviter à la société un dommage grave et imminent.

2.11 Administrateurs et commissaire de CANDELA INVEST

A la date du présent rapport de gestion, le conseil d'administration de CANDELA INVEST est composé comme suit :

- Madame Jane ONG,
- Monsieur Laurent MAES
- Monsieur Cyril JOSSET

L'assemblée générale extraordinaire, réuni en date du 11 mars 2016, a reconduit le mandat du commissaire de CANDELA INVEST, Monsieur Geert VAN GOOLEN, dont les bureaux sont situés à 1851 Grimbergen, Kerkstraat 152, et ce pour un mandat de 3 ans. Son mandat arrivera donc à échéance à l'issue de l'assemblée générale ordinaire qui aura lieu en 2019 et qui sera appelée à délibérer sur les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2018.

L'assemblée a fixé la rémunération du commissaire à la somme forfaitaire de €10 000 HTVA pour respectivement les années 2016, 2017 et 2018.

2.12 Variation du portefeuille de participations entre le 31 décembre 2017 et le 30 juin 2018

Immobilisations financières qualifiant comme « autres immobilisations financières » (comptes 284) :

<u>31 décembre 2017</u>	<u>titres</u>	<u>cours</u>	<u>nombre</u>	<u>valorisation</u>
EMD MUSIC	action	€1,05	77 957	€81 854,85
TEAM KALORIK	action	0	250 452	0
U&I LEARNING	action	€0,31	33.920	€10 515,20
PHOTONIKE CAPITAL	action	0	91 254	0
PIGCELL	action	0	13 904	0
<u>TOTAL :</u>				<u>€92 370,05</u>

<u>30 juin 2018</u>	<u>titres</u>	<u>cours</u>	<u>nombre</u>	<u>valorisation</u>
EMD MUSIC	action	€1,62	77.957	€126 290,34
TEAM KALORIK	action	0	250.452	0
U&I LEARNING	action	€0,70	33.920	€ 23 744,00
PHOTONIKE CAPITAL	action	0	91.254	0
PIGCELL	action	0	13.904	0
<u>TOTAL :</u>				<u>€150 034,34</u>



Le tableau qui précède ne reprend que les sociétés en portefeuille qui ont été acquises par le précédent conseil d'administration. Par conséquent, la participation dans VLUX n'est pas reprise dans ce tableau. Il est à signaler qu'à l'exception de PIGCELL, dans laquelle CANDELA INVEST détient 15,06% des droits sociaux, CANDELA INVEST détient moins de 10% des droits sociaux des autres participations.

Immobilisations financières qualifiant comme « entreprises liées » (comptes 280) :
La seule participation qualifiante est celle de 100% des parts dans VLUX.

3. RAPPORT DE GESTION SUR LES COMPTES SEMESTRIELS CONSOLIDÉS

3.1 Commentaires sur les comptes semestriels consolidés de CANDELA INVEST

Les comptes consolidés du 1^{er} semestre 2018 de CANDELA INVEST et sa filiale VLUX ont été établis dans le respect des règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels telles qu'applicables en Belgique, spécifiquement l'A.R. de décembre 1990 sur les comptes consolidés, et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et des résultats de CANDELA INVEST et de VLUX compte tenu du référentiel comptable utilisé et des exigences légales applicables.

Périmètre de consolidation

Les sociétés qui font partie du périmètre de consolidation au 30 juin 2018 sont les suivantes :

- CANDELA INVEST (société consolidante),
- VLUX, filiale détenue à 100%.

La seule filiale qui est reprise dans la consolidation est la filiale VLUX, détenue à 100% : il n'y a donc pas de minoritaires.

Méthode de consolidation

VLUX est consolidée selon la méthode de l'intégration globale. Les autres participations ne sont pas reprises dans la consolidation étant donné le pourcentage de droits sociaux détenus dans ces sociétés.

La méthode de l'intégration globale est retenue lorsque la filiale est contrôlée par la société mère dans la mesure où :

- soit la société mère possède directement ou indirectement plus de 50 % du capital ;
- soit la société mère dispose d'un contrôle sur les organes de gestion de la société concernée.



Cette méthode consiste à incorporer dans les comptes de la société mère CANDELA INVEST chaque élément de l'actif et du passif du patrimoine des filiales intégrées, en substitution de la valeur d'inventaire de ces participations. Elle conduit à constater une différence de consolidation et à dégager la part des tiers minoritaires. De même, les charges et les produits de ces filiales sont cumulés avec ceux de la société mère et leurs résultats de l'exercice sont répartis en part du groupe et en part des tiers.

Les opérations internes au groupe affectant les actifs et passifs, telles que les participations, dettes et créances, ainsi que les résultats tels que les intérêts, charges et produits, sont annulées dans la consolidation globale.

Les principaux postes des comptes annuels consolidés sur lesquels le conseil d'administration attire votre attention sont les suivants :

3.1.1 Compte de résultats semestriels consolidé

Le compte de résultats semestriels consolidés reflète tout naturellement les résultats de la filiale VLUX, détaillés au au §3.1.3 infra.

Au cours du 1^{er} semestre 2018, le chiffre d'affaires consolidé de CANDELA INVEST s'est élevé à €5 668 142, l'excédent brut d'exploitation consolidé (EBITDA) à €880 262, le résultat brut d'exploitation consolidé (EBIT) à €705 362, le résultat avant impôts consolidé à € 687 878 et le résultat net consolidé à €516 492.

Au cours de 1^{er} semestre 2017, le chiffre d'affaires consolidé de CANDELA INVEST s'était élevé à €6 618 776, l'excédent brut d'exploitation consolidé (EBITDA) à €1 014 025, le résultat brut d'exploitation consolidé (EBIT) à €829 461, le résultat avant impôts consolidé à €669 984 et le résultat net consolidé à €380 099.

3.1.2 Bilan semestriel consolidé

Au 30 juin 2018, les capitaux propres consolidés se sont élevés à €5 686 340.

3.1.3 La participation majoritaire de CANDELA INVEST

Comme rappelé *supra*, CANDELA INVEST détient depuis le 10 août 2015 la totalité du capital de VLUX (www.vlux.com), société de droit belge spécialisée dans le développement, la production et la commercialisation de systèmes d'éclairage étanches.

Au cours du 1^{er} semestre 2018, le chiffre d'affaires s'est élevé à €5,7 millions contre €6,6 millions au 1^{er} semestre 2017.

Au cours du 1^{er} semestre 2018, l'excédent brut d'exploitation (EBITDA) s'est élevé à €0,788 million contre €0,994 million au cours du 1^{er} semestre 2017, le résultat brut d'exploitation (EBIT) s'est élevé à €0,614 million contre €0,809 million au cours du 1^{er} semestre 2017, le résultat avant impôts s'est élevé à 0,615 million contre €0,807 million



au cours du 1^{er} semestre 2017 et le résultat net s'est élevé à €0,444 million contre €0,525 million au cours du 1^{er} semestre 2017.

En ce qui concerne l'évolution du chiffre d'affaires et des résultats, il convient de rappeler que la généralisation rapide, au plan mondial, de l'éclairage LED entraîne :

- une baisse du coût d'approvisionnement des composants électroniques LED, ce qui a pour conséquence une baisse parallèle du prix de vente des produits finaux, dont les composants électroniques LED représentent une part non négligeable et, partant, une baisse du chiffre d'affaires à volume constant,
- un surcroît de compétitivité et, partant, des gains de parts de marché pour les producteurs chinois, particulièrement bien positionnés dans les composants électroniques LED.

En ce qui concerne les perspectives, il convient, toutefois, de noter que si le chiffre d'affaires du 1^{er} semestre 2017 a été plus favorable que le chiffre d'affaires du 1^{er} semestre 2018, le chiffre d'affaires du 2^{ème} semestre 2018 sera plus favorable que le chiffre d'affaires du 2^{ème} semestre 2017, et cela malgré l'impact sur le chiffre d'affaires de la baisse tendancielle du coût d'approvisionnement des composants électroniques LED, de telle sorte que, au final, le chiffre d'affaires de l'exercice 2018 devrait être peu différent du chiffre d'affaires de l'exercice 2017.

Par ailleurs, le conseil d'administration rappelle que VLUX est confrontée à des risques de nature industrielle et commerciale liés à son activité :

1. Risque commercial

Bien que la durée du cycle de vie de la plupart de ses produits atteigne voire dépasse 30 ans, VLUX ne peut exclure le risque d'une brusque désaffection du marché pour ses produits. Afin de diminuer ce risque, la Gérance, en étroite liaison avec ses équipes commerciales, essaie de rester en permanence à l'écoute du marché en s'efforçant de développer de nouveaux produits et en adaptant ses gammes de produits existants aux attentes du marché.

2. Risque environnemental

VLUX produit du Sheet Moulding Compound (SMC ou polyester renforcé en fibre de verre) pour les besoins de sa production de luminaires.

Le SMC est une matière composite constituée à partir d'un mélange de plusieurs matières premières chimiques, dont certaines peuvent potentiellement présenter un risque pour l'environnement si des concentrations excessives étaient rejetées dans l'atmosphère ou polluaient le sous-sol de l'usine de VLUX. Bien que tout risque ne puisse être exclu, la Gérance, conformément à la législation en vigueur, met en œuvre, en étroite liaison avec le responsable qualité, sécurité, hygiène et environnement (QSHE) de VLUX, un ensemble de mesures préventives destinées à réduire lesdits risques.



3. Risque financier

VLUX n'a pas de dettes et dispose de manière récurrente d'une trésorerie positive. Dans ces conditions, la Gérance estime que le risque de crédit et le risque de liquidité est très faible. Quant au risque de trésorerie, il est aussi très faible dans la mesure où celle-ci est placée sur un compte à vue.

4. Risque incendie

Du fait de la mise en œuvre de matières premières chimiques, le risque d'incendie de l'usine est réel. Pour essayer de diminuer ce risque, la Gérance met en œuvre, en étroite liaison avec le responsable qualité, sécurité, hygiène et environnement (QSHE) de VLUX, tout un ensemble de mesures préventives telles que : délimitation des zones à risque d'explosion, dites « zones ATEX », et utilisation de matériel adapté aux zones ATEX, création d'espaces de confinement pour le stockage des matières premières chimiques à risque, consignes d'utilisation strictes desdites matières premières chimiques à risque, système de détection de fumée relié à une centrale de détection incendie, présence de dévidoirs incendie et d'extincteurs dans les différentes parties de l'usine, interdiction absolue de fumer, et autres.

5. Risque industriel

Jusqu'en 2016, VLUX a été amenée à sous-traiter un élément essentiel de son processus de fabrication, à savoir l'injection de la totalité de ses pièces plastiques, auprès de l'un de ses principaux concurrents, une société espagnole. Cette solution s'est avérée très peu satisfaisante, non seulement en termes de contrôle (en raison notamment de l'éloignement géographique, des différences culturelles et des difficultés de communication), de propriété intellectuelle (il a été nécessaire, pour permettre cette sous-traitance, de confier au concurrent espagnol les outillages ad-hoc, de grande valeur et impossibles à remplacer à court terme), mais également de risques commerciaux (tout litige important avec ledit fournisseur et concurrent, pour quelque motif que ce soit, s'il se traduisait par un arrêt des livraisons de sa part, empêcherait VLUX de livrer 80% de ses produits finis, ce qui pourrait avoir des conséquences dramatiques). Pour ces motifs, VLUX a décidé, en 2016, de mettre un terme à la coopération industrielle dans ce domaine et a confié l'injection de ses pièces plastiques à une société tchèque. Cette dernière n'étant en rien un concurrent de VLUX, la Gérance considère que le risque industriel, tel que défini au présent paragraphe, a notablement diminué.

6. Risque de prix

Comme toute société industrielle VLUX est exposée au risque de variation des prix :

- en ce qui concerne ses coûts approvisionnement, VLUX est confrontée aux variations régulières du prix d'achat des matières premières chimiques et des composants électroniques. La Gérance suit de près lesdites variations et s'efforce, en étroite liaison avec les équipes commerciales, d'adapter le prix de vente de ses produits en conséquence. Un certain délai peut toutefois s'écouler entre l'un et l'autre, ce qui peut avoir un effet soit négatif soit positif sur les résultats. En pratique, la Gérance constate que l'incidence de ce phénomène sur les résultats, reste en moyenne, limitée,



- en ce qui concerne ses prix de vente, VLUX ne peut exclure l'apparition de nouveaux concurrents ou la mise en œuvre d'une politique commerciale plus agressive de la part de l'un ou l'autre de ses concurrents actuels, ce qui peut avoir une incidence négative sur le prix de vente de ses produits et, partant, sur ses résultats, en l'obligeant à réagir aux nouvelles réalités du marché. En pratique, la Gérance constate que la nécessité de mettre en œuvre des outillages coûteux dans le cadre de processus de fabrication complexes constitue un frein à l'apparition de nouveaux acteurs et que la plupart des acteurs déjà présents sur le marché sont soucieux de leurs marges et évitent de se lancer dans des politiques de prix de vente destructrices de valeur ajoutée.

7. Risque technique

La compression de SMC et l'injection de pièces plastiques se font à l'aide d'outillages, de grande valeur et impossibles à remplacer à court terme, et qui sont la propriété de VLUX. Certains de ces outillages ont une ancienneté comprise entre 20 et 30 ans du fait que la durée du cycle de vie de la plupart des produits VLUX peut atteindre voire dépasser 30 ans. Dans ces conditions, la Gérance ne peut exclure le risque de casse de l'un ou l'autre de ces outillages, ce qui pourrait affecter, au moins provisoirement, le chiffre d'affaires de la Société. Pour diminuer ce risque, la Gérance veille, en étroite liaison avec les équipes techniques, à ce que ses outillages fassent l'objet d'une maintenance attentive et peut préventivement les remplacer si elle estime que lesdits outillages sont arrivés en fin de vie.

BRUXELLES le 26 octobre 2018

Cyril JOSSET,
Administrateur Délégué

LES COMPTES SEMESTRIELS STATUTAIRES

BILAN	CANDELA INVEST		
	30 juin 2018 (6 mois)	30 juin 2017 (6 mois)	31 décembre 2017 (12 mois)
ACTIFS IMMOBILISÉS	€ 10 150 034,34	€ 10 172 451,31	€ 10 092 370,05
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES	€ 10 150 034,34	€ 10 172 451,31	€ 10 092 370,05
<i>Entreprises liées</i>	€ 10 000 000,00	€ 10 000 000,00	€ 10 000 000,00
<i>Participations</i>	€ 10 000 000,00	€ 10 000 000,00	€ 10 000 000,00
<i>Autres immobilisations financières</i>	€ 150 034,34	€ 172 451,31	€ 92 370,05
<i>Actions</i>	€ 150 034,34	€ 172 451,31	€ 92 370,05
ACTIFS CIRCULANTS	€ 3 468 444,29	€ 748 213,27	€ 3 433 533,51
CRÉANCES À PLUS D'UN AN	€ 2 500 000,00		€ 2 500 000,00
CRÉANCES À UN AN AU PLUS	€ 164 369,09	€ 540 454,19	€ 235 036,79
<i>Créances commerciales</i>	€ 135 208,49	€ 36 654,12	€ 158 066,52
<i>Autres créances</i>	€ 29 160,60	€ 503 800,07	€ 76 970,27
VALEURS DISPONIBLES	€ 654 753,23	€ 205 511,13	€ 643 017,27
COMPTES DE RÉGULARISATION	€ 149 321,97	€ 2 247,95	€ 55 479,45
TOTAL DE L'ACTIF	€ 13 618 478,63	€ 10 920 664,58	€ 13 525 903,56
CAPITAUX PROPRES	€ 5 950 855,90	€ 5 785 950,31	€ 5 720 620,02
CAPITAL	€ 5 119 352,82	€ 5 119 352,82	€ 5 119 352,82
<i>Capital souscrit</i>	€ 5 119 352,82	€ 5 119 352,82	€ 5 119 352,82
RÉSERVES :	€ 96 877,00	€ 44 712,00	€ 96 877,00
<i>Réserve légale</i>	€ 96 877,00	€ 44 712,00	€ 96 877,00
RÉSULTAT REPORTÉ	€ 504 390,20	€ 105 254,97	€ 504 390,20
RÉSULTAT DE LA PÉRIODE	€ 230 235,88	€ 516 630,52	
DETTES	€ 7 667 922,73	€ 5 134 804,27	€ 7 805 283,54
DETTES À PLUS D'UN AN	€ 5 000 000,00	€ 5 000 000,00	€ 5 000 000,00
<i>Dettes financières</i>	€ 5 000 000,00	€ 5 000 000,00	€ 5 000 000,00
<i>Emprunts non subordonnés</i>	€ 5 000 000,00	€ 5 000 000,00	€ 5 000 000,00
DETTES À UN AN AU PLUS	€ 2 644 680,43	€ 131 686,63	€ 2 794 341,24
<i>Dettes commerciales</i>	€ 223 848,14	€ 109 137,83	€ 364 770,09
<i>Fournisseurs</i>	€ 223 848,14	€ 109 137,83	€ 364 770,09
<i>Dettes fiscales, salariales et sociales</i>	€ -8 328,31	€ 22 548,80	€ 410,55
<i>Autres dettes</i>	€ 2 429 160,00		€ 2 429 160,00
COMPTES DE RÉGULARISATION	€ 22 942,30	€ 3 117,64	€ 10 942,30
TOTAL DU PASSIF	€ 13 618 478,63	€ 10 920 754,58	€ 13 525 903,56
NOMBRE D'ACTION	1076363	1076363	1076363
ACTIF NET PAR ACTION	5,53	5,38	5,31

COMPTE DE RÉSULTATS	CANDELA INVEST		
	30 juin 2018 (6 mois)	30 juin 2017 (6 mois)	31 décembre 2017 (12 mois)
CHIFFRE D'AFFAIRES	€ 150 000,00	€ 186 573,65	€ 432 500,00
COÛT DES VENTES ET DES PRESTATIONS	€ 56 615,78	€ 166 553,56	€ 356 418,10
<i>Approvisionnements et marchandises</i>	€ 164,00		
<i>Services et biens divers</i>	€ 57 783,78	€ 166 079,99	€ 346 990,35
<i>Rémunérations, charges sociales et pensions</i>		€ 126,07	€ 126,07
<i>Autres charges d'exploitation</i>	€ 868,00	€ 347,50	€ 347,50
<i>Réductions de valeur</i>			
<i>Charges d'exploitation non récurrentes</i>			€ 8 954,18
RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION	€ 91 384,22	€ 20 020,09	€ 76 081,90
PRODUITS FINANCIERS	€ 151 443,49	€ 503 800,00	€ 1 063 079,70
<i>Produits financiers récurrents</i>	€ 93 779,20	€ 503 800,00	€ 1 063 079,70
<i>Produits financiers non récurrents</i>	€ 57 664,29		
CHARGES FINANCIÈRES	€ 12 591,83	€ 7 189,38	€ 95 876,72
<i>Charges financières récurrentes</i>	€ 12 591,83	€ 304,38	€ 8 910,27
<i>Charges financières non récurrentes</i>		€ 6 885,00	€ 86 966,45
RÉSULTAT AVANT IMPÔTS	€ 230 235,88	€ 516 630,52	€ 1 043 284,88
RÉSULTAT NET	€ 230 235,88	€ 516 630,52	€ 1 043 284,88
NOMBRE D' ACTIONS	1076363	1076363	1076363
RÉSULTAT NET PAR ACTION	0,21	0,48	0,97



LES COMPTES SEMESTRIELS CONSOLIDÉS

CANDELA INVEST	30 juin 2018	30 juin 2017	31 décembre 2017
BILAN CONSOLIDÉ	(6 mois)	(6 mois)	(12 mois)
<u>ACTIES IMMOBILISÉS</u>	€ 6 445 089,91	€ 7 068 189,32	€ 6 661 767,83
ÉCARTS DE CONSOLIDATION	€ 5 507 058,71	€ 5 821 746,74	€ 5 664 403,24
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	€ 787 910,10	€ 1 073 904,51	€ 904 907,78
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES	€ 150 121,10	€ 172 538,07	€ 92 456,81
<u>ACTIES CIRCULANTS</u>	€ 8 758 910,53	€ 6 204 230,99	€ 8 055 992,18
CRÉANCES À PLUS D'UN AN	€ 2 500 000,00		€ 2 500 000,00
STOCKS ET COMMANDES EN COURS D'EXÉCUTION	€ 1 732 890,10	€ 1 854 988,59	€ 1 423 939,60
CRÉANCES À UN AN AU PLUS	€ 2 902 027,17	€ 3 176 308,67	€ 2 901 925,83
VALEURS DISPONIBLES	€ 1 474 671,29	€ 1 138 867,59	€ 1 145 202,48
COMPTES DE RÉGULARISATION	€ 149 321,97	€ 34 066,14	€ 84 924,27
TOTAL DE L'ACTIF	€ 15 204 000,44	€ 13 272 420,31	€ 14 717 760,01
<u>CAPITAUX PROPRES</u>	€ 5 686 340,13	€ 5 805 234,87	€ 5 761 847,83
CAPITAL	€ 5 119 352,82	€ 5 119 351,82	€ 5 119 351,82
RÉSERVES CONSOLIDÉES	€ 50 495,36	€ 305 784,40	€ 642 495,01
RÉSULTAT DE LA PÉRIODE	€ 516 491,95	€ 380 098,65	
<u>PROVISIONS, IMPÔTS DIFFÉRÉS ET LATENCES FISCALES</u>	€ 45 017,40	€ 49 237,20	€ 45 017,40
<u>DETTES</u>	€ 9 472 642,91	€ 7 417 948,24	€ 8 910 894,78
DETTES A PLUS D'UN AN	€ 5 000 000,00	€ 5 000 000,00	€ 5 000 000,00
DETTES A UN AN AU PLUS	€ 4 449 700,61	€ 2 414 830,60	€ 3 899 952,48
COMPTES DE RÉGULARISATION	€ 22 942,30	€ 3 117,64	€ 10 942,30
TOTAL DU PASSIF	€ 15 204 000,44	€ 13 272 420,31	€ 14 717 760,01

CANDELA INVEST	30 juin 2018	30 juin 2017	31 décembre 2017
COMPTE DE RÉSULTATS CONSOLIDÉ	(6 mois)	(6 mois)	(12 mois)
VENTES ET PRESTATIONS	€ 5 743 613,57	€ 6 648 490,62	€ 11 689 267,21
<i>Chiffre d'affaires</i>	€ 5 668 142,12	€ 6 618 776,07	€ 11 640 797,11
<i>Autres produits d'exploitation</i>	€ 27 025,11	€ 29 714,55	€ 48 470,10
<i>Produits d'exploitation non récurrents</i>	€ 48 446,34		
COÛT DES VENTES ET DES PRESTATIONS	€ 5 038 251,44	€ 5 819 029,58	€ 10 629 015,33
<i>Approvisionnements et marchandises</i>	€ 3 379 253,72	€ 3 983 248,10	€ 7 072 403,25
<i>Achats</i>	€ 3 688 204,22	€ 4 278 788,11	€ 6 940 221,27
<i>Variation des stocks</i>	€ -308 950,50	€ -295 540,01	€ 132 181,98
<i>Services et biens divers</i>	€ 626 157,99	€ 790 086,66	€ 1 568 898,93
<i>Rémunération et charges salariales</i>	€ 857 940,41	€ 861 128,12	€ 1 540 468,90
<i>Amortissements et réduction de valeurs</i>	€ 159 202,68	€ 178 209,79	€ 356 491,52
<i>Réduction de valeurs sur stock</i>			€ 48 176,22
<i>Provisions pour risques et charges</i>			
<i>Autres charges d'exploitation</i>	€ 15 696,64	€ 6 356,91	€ 33 622,33
<i>Charges d'exploitation non récurrentes</i>			€ 8 954,18
RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION	€ 705 362,13	€ 829 461,04	€ 1 060 251,88
PRODUITS FINANCIERS	€ 162 781,75	€ 3 302,81	€ 66 958,04
<i>Produits financiers récurrents</i>	€ 105 117,46		€ 63 072,24
<i>Produits des immobilisations financières</i>			
<i>Produits des actifs circulants</i>	€ 93 779,20		€ 55 479,45
<i>Autres produits financiers</i>	€ 11 338,26	€ 3 302,81	€ 7 592,79
<i>Produits financiers non récurrents</i>	€ 57 664,29		€ 3 885,80
CHARGES FINANCIÈRES	€ 180 265,67	€ 162 780,01	€ 440 369,11
<i>Charges financières récurrentes</i>	€ 180 265,67	€ -	€ 353 402,66
<i>Charges des dettes</i>	€ 12 000,00		€ 7 824,91
<i>Amortissements sur écarts de consolidation</i>	€ 157 344,53	€ 157 344,51	€ 314 689,01
<i>Autres charges financières</i>	€ 10 921,14	€ 5 435,50	€ 30 888,74
<i>Charges financières non récurrentes</i>			€ 86 966,45
RÉSULTAT AVANT IMPÔTS	€ 687 878,21	€ 669 983,84	€ 686 840,81
PRÉLEVEMENT SUR LES IMPÔTS DIFFÉRÉS ET LATENCES FISCALES		€ -	€ 12 414,84
		€ -	
		€ -	
IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT	€ -171 386,26	€ -283 000,00	€ 353 000,00
<i>Impôts</i>	€ -190 645,93	€ -283 000,00	€ 353 000,00
<i>Régularisation d'impôt et reprises de provisions fiscales</i>	€ 19 259,67		
RÉSULTAT NET	€ 516 491,95	€ 380 098,65	€ 346 255,65